

Osons repenser la Belgique fédérale

Scission de la plus grande université du pays, éclatement des trois partis nationaux, communautarisation de l'enseignement supérieur: ces trois événements étroitement associés ont commencé de creuser, il y a quarante ans, un fossé intellectuel dont le blocage politique de 2007-2008 a révélé l'ampleur et la gravité.

Pour permettre à l'État fédéral belge de réaliser les réformes qu'exigent les défis de ce siècle, il est urgent de revivifier une réflexion commune qui traverse résolument la frontière linguistique, et cela dans un contexte profondément modifié: de nombreuses compétences ont été transférées du niveau national au niveau européen, Bruxelles s'est vue confirmée dans son rôle de capitale d'un ensemble comptant aujourd'hui un demi-milliard de citoyens, et l'anglais est devenu la deuxième langue dans les trois régions du pays.

L'initiative Re-Bel (*Rethinking Belgium's institutions in the European context*) veut aider à repenser en profondeur, en tenant compte de ce contexte, ce que peuvent et doivent devenir les institutions de l'État fédéral belge ou de toute autre configuration politique qui pourrait s'y substituer. Le choix de l'acronyme Re-bel n'est pas anodin: il reflète la volonté de se libérer de la pensée unique qui, de part et d'autre de la frontière linguistique, bride l'imagination et biaise l'argumentation.

L'initiative ne vise pas à produire un manifeste. Elle a pour ambition de créer un environnement intellectuel durable où puissent germer des idées prometteuses et se développer des débats féconds. Elle veut associer universitaires belges et étrangers, responsables politiques et milieux européens. Elle a créé un site web (www.rethinkingbelgium.eu), publie des *e-books* collectifs et organise un événement public annuel en partenariat avec la Fondation universitaire.

Nos communautés universitaires ont bien d'autres tâches que de contribuer à réformer le pays. Mais il est des circonstances où il est de leur devoir d'y consacrer plus d'énergie que jamais.

Paul De Grauwe,
K.U.Leuven, *Center for Economic Studies*

Philippe Van Parijs,
UCL, Chaire Hoover d'éthique économique et sociale

Coordinateurs de l'initiative Re-Bel

